

Loin de moi l'idée de prétendre que ces dépenses ont été imputées aux frais d'exploitation du «Canadian», mais le public aimerait que les autorités leur en donnent la certitude.

On peut supposer que la Commission canadienne des transports va examiner de près le bilan des pertes que lui ont fourni les sociétés ferroviaires qui ont demandé la permission d'abandonner certains services. Ce qui adviendra par la suite dépendra des constatations de la Commission.

J'ai en main bien d'autres lettres de protestation. L'une d'elle m'est parvenue de John L. Pickett, secrétaire-trésorier de l'unité locale n° 861 du Syndicat uni du transport. Une autre de M. Ralph Dent, président de la Fraternité des wagonniers de chemins de fer des États-Unis et du Canada. Une autre encore de M. English, secrétaire à la direction du conseil du travail d'Edmonton et la banlieue. Je pourrais verser plusieurs de ces lettres au compte rendu, monsieur l'Orateur.

Ce qui se passe, manifestement, c'est que le gouvernement se cache derrière le CN. Le gouvernement n'a qu'à dire au CN qu'il ne permettra pas l'abandon de services ferroviaires essentiels. Au lieu de faire cela, le gouvernement s'en lave les mains, comme si la chose ne le regardait pas. Et le peuple canadien, donc? Et les centaines, les milliers peut-être, de personnes dans l'Ouest du Canada qui se trouvent, par la faute du gouvernement, privés de services ferroviaires? Le gouvernement nous raconte depuis trop longtemps la même histoire. Selon lui, il n'a aucun pouvoir.

Il y a quelques jours, le secrétaire d'État (M. Pelletier) a comparu devant un comité et a déclaré que le gouvernement n'avait aucun pouvoir sur la Compagnie des jeunes Canadiens. Il n'en a pas sur Air Canada. Ce n'est que la presse que le gouvernement essaie de contrôler. Il constitue un comité pour s'en charger. Nous l'avons entendu aujourd'hui, le gouvernement n'exerce aucun contrôle sur la Devco. Le gouvernement s'est soustrait à la réalité. Récemment, le premier ministre (M. Trudeau) s'est rendu dans les montagnes et s'est livré à des observations sur la génétique de l'avenir. Il a déclaré que les humains seraient produits de la même façon que les poussins. J'ai l'impression que mon honorable ami d'Huron serait plus compétent que le premier ministre sous ce rapport.

● (3.40 p.m.)

La déclaration n'est pas étonnante puisque le premier ministre considère les contribuables comme autant de poussins. Son gouvernement les a plumés comme des poulets depuis quelque temps. Il a déclaré que son parti était un supermarché d'idées. Parfois il ressemble davantage à un sous-sol d'aubaines.

[M. Paproski.]

Les projets de réduction des services ferroviaires ont suscité énormément de ressentiment dans l'Ouest du Canada. Je veux signaler au ministre des Transports (M. Jamieson) une déclaration de M. D. N. Secord, secrétaire-trésorier de la Fraternité canadienne des cheminots et employés des transports et autres ouvriers. Dirigeant de syndicat, il représente un grand nombre des gens qui souffriront si le CN décide de donner suite à ses projets. Il a dit, et je cite le *Citizen* d'Ottawa du 11 novembre:

Il est impensable qu'on envisage même de couper si radicalement le service-voyageurs au moment où nos routes et nos voies aériennes deviennent dangereusement encombrées.

Le gouvernement est sûrement au courant de cette situation. Je suis de ceux qui ont déjà eu l'occasion de se plaindre des vols en provenance ou à destination d'Edmonton, tant de l'Est que de l'Ouest. Le CN empirera la situation en réduisant ses services.

Parfois il est presque impossible de se procurer des places dans les trains ou les avions—et ce n'est certes pas le temps de supprimer des services-voyageurs essentiels. Ainsi que M. Secord l'a signalé, le CN a roulé l'année dernière 2 millions de voyageurs-milles. Le ministre des Transports sait, j'en suis sûr, qu'une faible partie de cette charge suffirait à embouteiller les lignes aériennes. Après tout, il a son «Newfoundland Bullet», pourquoi priverait-il l'Ouest du Canada de services de transport?

Pendant trop longtemps, le CN et le CP ont tous les deux pris des décisions dans leur intérêt propre plutôt que dans celui des contribuables intéressés. Il est grand temps que le gouvernement y mette le holà et affirme son autorité. Bien entendu, le CN veut affecter son matériel ferroviaire au mouvement des marchandises, qui est plus rentable, parce qu'il croit pouvoir transporter les voyageurs par autobus à moins de frais. Étant donné qu'en général les chemins de fer ont des intérêts dans le transport routier, ils n'ont rien à perdre.

Les sociétés de chemin de fer partagent toujours l'opinion du commodore Vanderbilt: «Au diable le public.» C'était aussi un magnat des chemins de fer. Mais les temps ont changé, et les citoyens de ce pays ont aussi quelques droits; ils ne seront pas privés de services essentiels du fait de décisions arbitraires prises par la haute direction. Les transports et les communications sont deux des services les plus importants dans un État moderne. Je fais remarquer au ministre que cette élimination constante des services ferroviaires finira par une catastrophe.